



Déclaration liminaire de la FSU

Au CTSD du 7 février 2019

Avec seulement 21 postes alloués au département, l'Ecole de la confiance est d'abord celle de la pénurie !

Cette dotation n'est pas en phase avec les ambitions que nous nourrissons pour nos élèves. Elle ne permet pas de mener les chantiers indispensables à l'amélioration des conditions de travail des professeur-es d'école et favoriser la réussite de tous les élèves du département.

D'abord, elle rend impossible la nécessité de généraliser la baisse des effectifs dans toutes les classes qui pourtant est ce que les professeur- e-s des écoles, engagé-e-s au quotidien dans la réussite scolaire de tous leurs élèves, revendiquent en premier lieu.

Le projet d'organisation de la rentrée scolaire présenté aujourd'hui en est révélateur. Des écoles pourraient subir une fermeture de classe ou ne pas obtenir d'ouverture faute de pouvoir améliorer les seuils arrêtés dans le département ou de pouvoir prendre en compte leur situation objectivée sur d'autres critères que le nombre d'élèves (répartitions pédagogiques, réalité du contexte social des écoles, politique de la ville...).

Nous refusons votre remise en cause de ces seuils dans votre projet.

A part satisfaire à la commande ministérielle très médiatisée de dédoubler les CP et les CE1, le besoin d'améliorer les conditions d'apprentissages des autres élèves qui fréquentent ces mêmes écoles en EP et des élèves de toutes les autres écoles n'est pas envisagé.

Comme il n'est pas envisagé de répondre aux autres nécessités du département de pouvoir organiser :

- un accompagnement de qualité des élèves et des enseignants, au quotidien, dans le cadre d'une politique de prévention de la difficulté, par des RASED complets au côté d'équipes pluri professionnelles qui elles non plus ne seraient pas amputées par le manque de médecins scolaires entre autre,
- la création de postes de remplaçants conséquents pour permettre la continuité pédagogique
- une formation continue de qualité et dans un volume conséquent : ce qui nécessiterait l'augmentation du nombre de brigades de formation,

S'agissant des titulaires remplaçants, ils sont comme les personnels des RASED impactés par le redécoupage des circonscriptions départementales.

Nous voyons que ce redécoupage, à part satisfaire une politique administrative « hors sol » de restructuration des territoires que nous contestons, n'a pas les moyens d'améliorer l'exercice des fonctions de quiconque.

Sans une augmentation substantielle du nombre de postes de remplaçants, leur redistribution ne réduira pas le nombre d'absences d'enseignants non remplacées, elle servira uniquement à les répartir un peu plus uniformément sur le département. Les nouvelles implantations auront des incidences sur la vie professionnelle et la vie personnelle de collègues qui doivent être considérées par des mesures à leur bénéfice lors des opérations du mouvement.

Il en est de même pour les collègues des RASED.

La raison de la vacance sur des postes de rééducateurs est en grande partie à rechercher dans les conditions de fonctionnement de ces postes. Le redécoupage des circonscriptions ne les améliore pas. Il est absolument anormal qu'à la rentrée prochaine, une circonscription du département soit toujours sans aucune implantation de poste de rééducateur au bénéfice des élèves.

Une redistribution des postes E sans nouvelles créations va juste complexifier voire dégrader les conditions d'intervention des collègues sur ces postes.

Il est impératif de mener une politique de formation volontaire dans les CAPPEI pour donner aux RASED les moyens suffisants en personnels qualifiés.

Les difficultés d'exercice rencontrées par les psychologues, qui se matérialisent actuellement par un nombre important d'arrêts de maladie, nécessite d'augmenter le nombre de postes de psychologues de l'Education Nationale EDA.

La FSU a voté contre le projet de redécoupage des circonscriptions en CTA, elle ne validera pas plus le projet qui lui est présenté aujourd'hui.

Tous les enseignants doivent pouvoir travailler sereinement et dans des conditions d'exercice correctes pour leur permettre de conjuguer leurs vies professionnelle et privée afin d'être pleinement disponibles au service de leurs élèves et de l'école.

C'est le cas des directeurs d'écoles qui ont subi et subissent encore la dégradation de leurs conditions d'exercice des missions de la direction.

Il reste pour nous fondamental de prendre en compte la nécessité de rétablir la présence de personnels non enseignants auprès d'eux et d'augmenter leur temps de décharge de service.

Si une augmentation générale des décharges des directeurs relève de décisions ministérielles, vous avez pour autant la possibilité de prendre des mesures particulières. C'est dans ce sens que nous vous demandons de maintenir le niveau de toutes les décharges de direction des écoles qui pourraient en subir une baisse en cas de mesure de carte scolaire négative.

Respecter leur droit à travailler sereinement, les enseignants vous l'ont fortement exprimé hier lors du rassemblement intersyndical et le dépôt des signatures de la pétition intersyndicale. Le ministère doit prendre en compte leur refus des remises en cause des règles d'organisation du mouvement départemental qui engendreraient des incidences inacceptables sur leurs conditions de travail.

Mais les enseignants ne sont pas les seuls personnels à demander du respect et de la reconnaissance dans leur métier. Les AESH du département étaient eux aussi mobilisés dans le cadre du mouvement intersyndical national du 6 février où ils ont exprimé des revendications légitimes d'amélioration lors d'un rassemblement et d'une audience en préfecture à Avignon.

Notre constat à l'issue du groupe de travail est probant :

- vous projetez plusieurs projets de fermetures de classes présentés alors que les effectifs élèves sont tout proche des seuils de maintien
- vous présentez très peu d'examens d'ouvertures de classes dans les écoles maternelles et élémentaires faute de pouvoir baisser les moyennes d'élèves
- vous n'annoncez pas de créations supplémentaires de postes de TR et de Brigades
- vous n'envisagez pas d'augmentation des départs en stages CAPPEI dans toutes les spécialisations
- vous n'envisagez pas de créations de postes RASED pour faire face aux difficultés grandissantes des équipes dans la gestion complexe des comportements de certains élèves

En Vaucluse malheureusement, la priorité au primaire déclarée par le ministre ne se traduit pas dans les actes !

La préparation de la carte scolaire 2019 montre que malheureusement le gouvernement, au-delà des discours convenus, n'a pas la volonté de déclencher le véritable saut qualitatif dont notre école a besoin.

La FSU demande au gouvernement de revoir sa politique budgétaire et éducative pour réellement combattre les inégalités scolaires. Cette demande, elle l'exprime avec les collègues, notamment dans la mobilisation d'aujourd'hui comme c'était le cas dans le cadre de la manifestation interprofessionnelle du 5 février. Elle la poursuivra tout au long des opérations de préparation de la rentrée 2019 qui suivront.